

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION
D'ORGERUS

DEPARTEMENT DES YVELINES (78)

**Demande d'examen au cas par cas
préalable à la réalisation d'une
évaluation environnementale pour le
zonage d'assainissement du syndicat
intercommunal d'assainissement de
la région d'Orgerus**

Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du
Code Général des Collectivités Territoriales*

Dossier provisoire

01639935 | Juillet 2018 | v1



Bâtiment Octopus
11 rue Georges Charpak
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01639935

Fichier : 39935_RAP_Ph5-Cas-par-cas_v1.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
v1	Juillet 2018	YJF		53	

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES	8
2	QUESTIONNAIRE	10
2.1	Questions générales de contexte.....	10
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	10
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 14	
2.2	Questions spécifiques	27
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	27
2.2.2	Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement	29
2.2.3	Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement	33
2.3	Auto-évaluation (Facultatif).....	34

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de ZNIEFF de type I	16
Figure 2 : Carte des ZNIEFF de type II	17
Figure 3 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	18
Figure 4 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	20
Figure 5 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	25

ANNEXES

Annexe 1 Carte des zonages d'eaux usées et d'eaux pluviales	39
Annexe 2 : Carte de localisation des bassins d'eaux pluviales	49
Annexe 3 Cartes de l'aptitude des sols à l'infiltration et des sondages	52

1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE². Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
 - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
 - de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

2 QUESTIONNAIRE

Sur les communes de Béhoust, d'Orgerus et de Tacoignières, l'assainissement collectif est géré par le syndicat intercommunal d'assainissement de la région d'Orgerus (SIARO).

L'étude de schéma directeur d'assainissement en cours de finalisation a permis d'élaborer les zonages eaux usées et eaux pluviales. La présente demande au cas par cas concerne ces derniers.

2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

Le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) du SIARO est en cours de finalisation et a permis d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (ci-joint en **annexe**)

2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement

Non.

- **Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?**

Sans objet.

- **Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?**

Sans objet.

- **Quelle est la date d'approbation du précédent ?**

Sans objet.

3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?

L'élaboration des zonages est réalisée en parallèle de la révision des PLU des trois communes.

4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale³ ?

Non.

³ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?

Sur l'ensemble du territoire syndical, toute imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique ; celle-ci permettra de définir les aménagements permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales et de ruissellement.

Une des problématiques des eaux pluviales en zone urbaine, est la gestion des pluies courantes (pluie d'occurrence hebdomadaire ou mensuelle) qui génèrent une pollution du milieu naturel. L'infiltration/évaporation des eaux pluviales à la parcelle permet de retenir les premiers millimètres de pluie, sources de pollution potentielle, qui ne sont plus envoyés directement vers le milieu naturel.

Les règles préconisées en cas d'aménagement des zones actuelles et pour les extensions futures sont les suivantes :

- Pour les **zones urbaines** : seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au collecteur public d'eaux pluviales quand il est en place, après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et/ou étaler les apports pluviaux. Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (désimperméabilisation, stockage / infiltration, stockage / évacuation, réutilisation, ...) devront être mises en œuvre prioritairement quel que soit la taille du projet (notion de « zéro rejet »),
 - Pour la gestion des pluies courantes, il sera demandé à minima de gérer à la parcelle une hauteur de pluie cumulée équivalente à la pluie mensuelle, soit 10 mm,
 - En cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle tout ou partie des eaux de ruissellement, le rejet des eaux pluviales au réseau de collecte sera régulé à 1 l/s/ha de terrain aménagé pour une pluie d'occurrence décennale, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige,
- Pour les **zones rurales**, il est à noter que la gestion de l'eau et la gestion des sols sont inséparables. C'est pourquoi, il faut éviter de labourer dans le sens de la pente sur les flancs de la vallée, désherber systématiquement les cultures, supprimer talus, haies, fossés et bandes enherbées, etc. car cela peut concourir à augmenter le ruissellement lorsque les précipitations sont fortes, et donc à amplifier les inondations.

Le logigramme page suivante synthétise les lignes directrices de gestion des eaux pluviales.

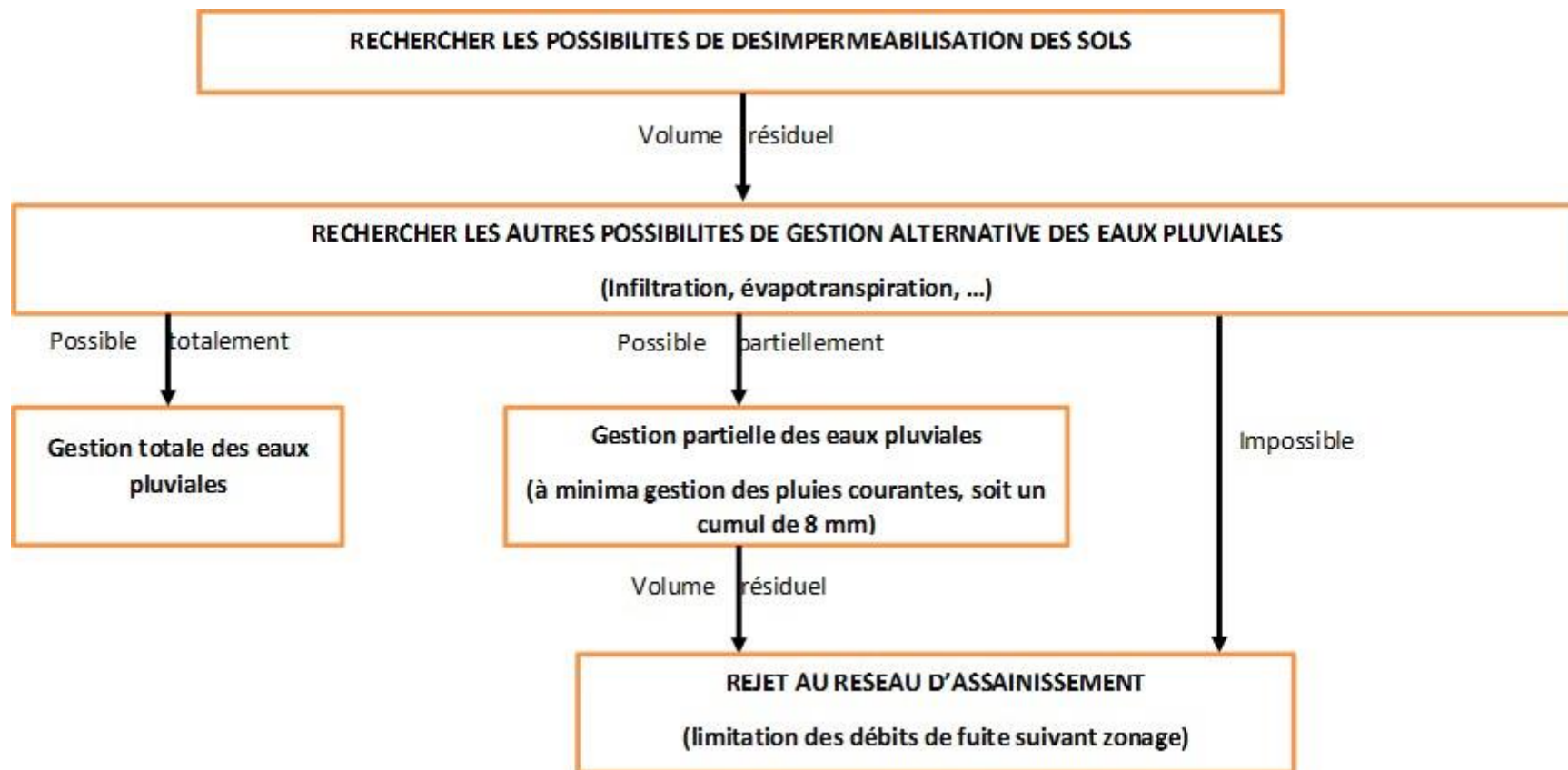


Figure 1 : Logigramme de gestion des eaux pluviales

- **Si non, pourquoi ?**

Sans objet.

- **Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?**

La modélisation hydraulique réalisée au cours de l'étude de schéma directeur d'assainissement a montré des mises en charges sur les réseaux eaux pluviales existants, avec plusieurs tronçons qui ont atteint leur limite de capacité.

Le but de la mise en place de ce zonage est d'imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales pour ne pas les surcharger.

6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?

Non

- **Si non, pourquoi ?**

Les réseaux de collecte des eaux pluviales du syndicat disposent déjà de bassins de rétentions et de chambres à sables permettant le stockage et la décantation des eaux de ruissellement. Ceux-ci assurent un rôle « tampon » et limitent les rejets polluants au milieu naturel.

7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?

Suite aux reconnaissances de terrain réalisées lors de la phase 1 de l'étude de schéma directeur d'assainissement, la répartition des réseaux se fait comme suit :

RESEAU	Commune				Total
	Autres	Béhoust	Orgerus	Tacoignières	
Eaux Pluviales	807	3 863	14 157	7 645	26 472
Eaux usées	78	4 316	20 700	10 339	35 432
dont refoulement	78	853	931	2 297	4 158
dont gravitaire		3 463	19 768	8 042	31 274
Unitaires		746	2 972		3 718
Total	885	8 924	37 828	17 984	65 622

Tableau 1 : Répartition des linéaires de réseaux dans la zone d'étude (en ml)

Les réseaux d'assainissement du syndicat sont donc majoritairement unitaires

La catégorie « Autres » comprend la commune de Bazainville dans laquelle se trouve un poste de refoulement d'eaux usées, et les communes de Richebourg et d'Orvilliers dans lesquelles un réseau d'eaux pluviales provenant de Tacoignières est installé.

8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

Les reconnaissances de terrain montrent bassins de stockage d'eaux pluviales :

- 1 bassin à Orgerus reprenant en partie les EP des quartiers du Village et du Pré du Bourg :
- 2 à Tacoignières : 1 au niveau de l'allée du Maronnel qui permet la rétention des EP générées dans cette allée et une partie de la Grande Rue; et le bassin de la Salle Polyvalente qui reprend la partie Est du Bourg ainsi qu'une partie de la rue des Bas Fonceaux.

Une carte permettant de les localiser a été jointe en **annexe**.

9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)

Sans objet.

2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?

Non

11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ? Non
- D'une zone conchylicole ? Non
- D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? Non.
- D'un périmètre de protection des risques d'inondations ? Non

12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?

- **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?** Une partie de la commune de Béhoust se trouve sur le territoire du SAGE de la Mauldre.
- **Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?** Non
- **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?** Oui (SCoT CCoPH)
- **Autres ?** Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

13) Le territoire dispose-t-il ?

- **De cours d'eau de première catégorie piscicole ?** Non
- **Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?** Non

14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?

- **Natura 2000 ?** Non.

- **ZNIEFF de type 1 ?**

La ZNIEFF n°11020378 « Le layon du bois de Béhoust »

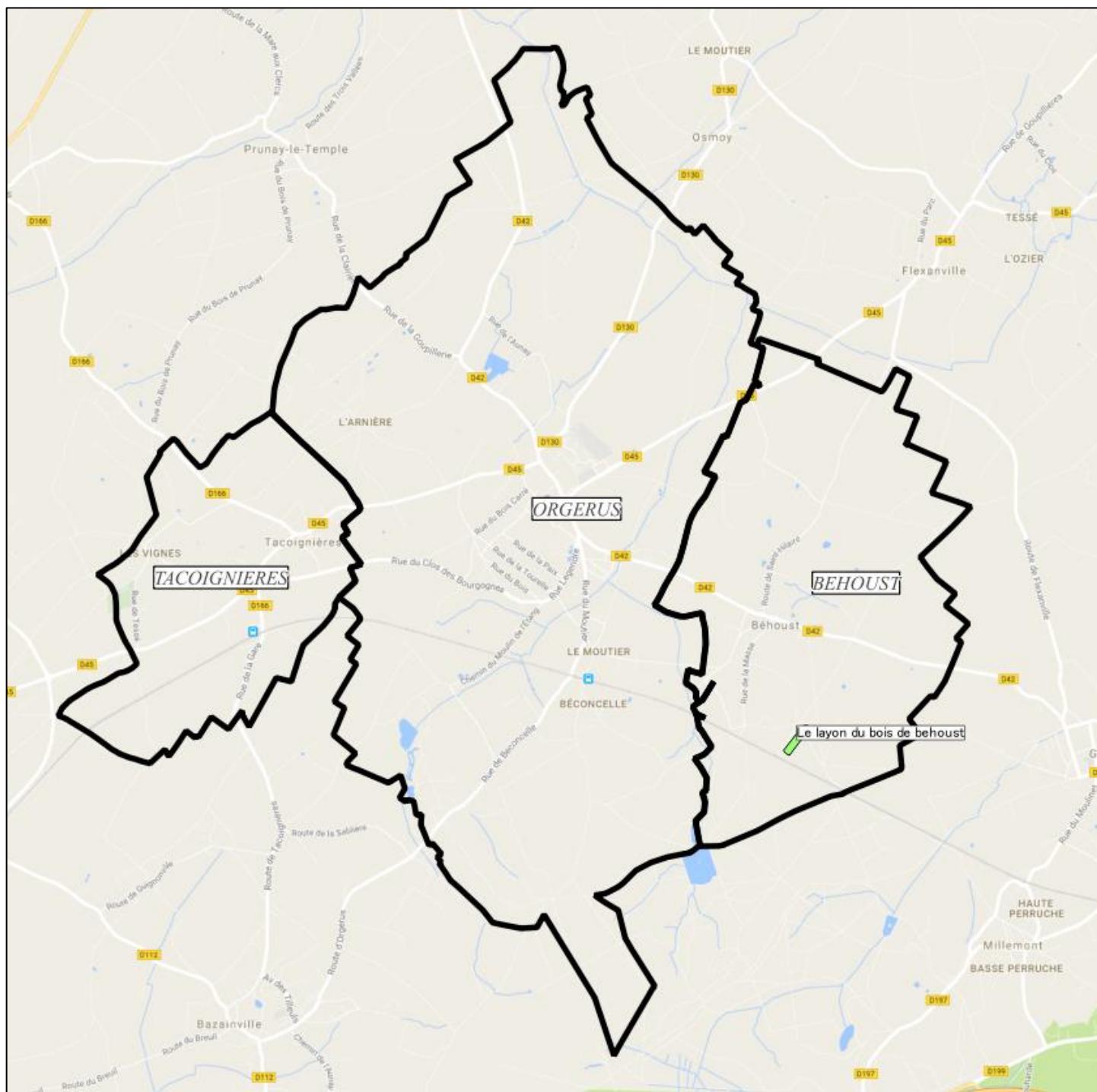


Figure 2 : Carte de ZNIEFF de type I

- **ZNIEFF de type 2 ?**

La ZNIEFF n°110001437 « Forêt des quatre piliers du bois de Béhoust »,
 n° 110020362 « Plateau de Civry-la-Forêt à Flexanville »,
 n° 110020345 « Plateau de Bazainville et Vallée du Sausseron ».

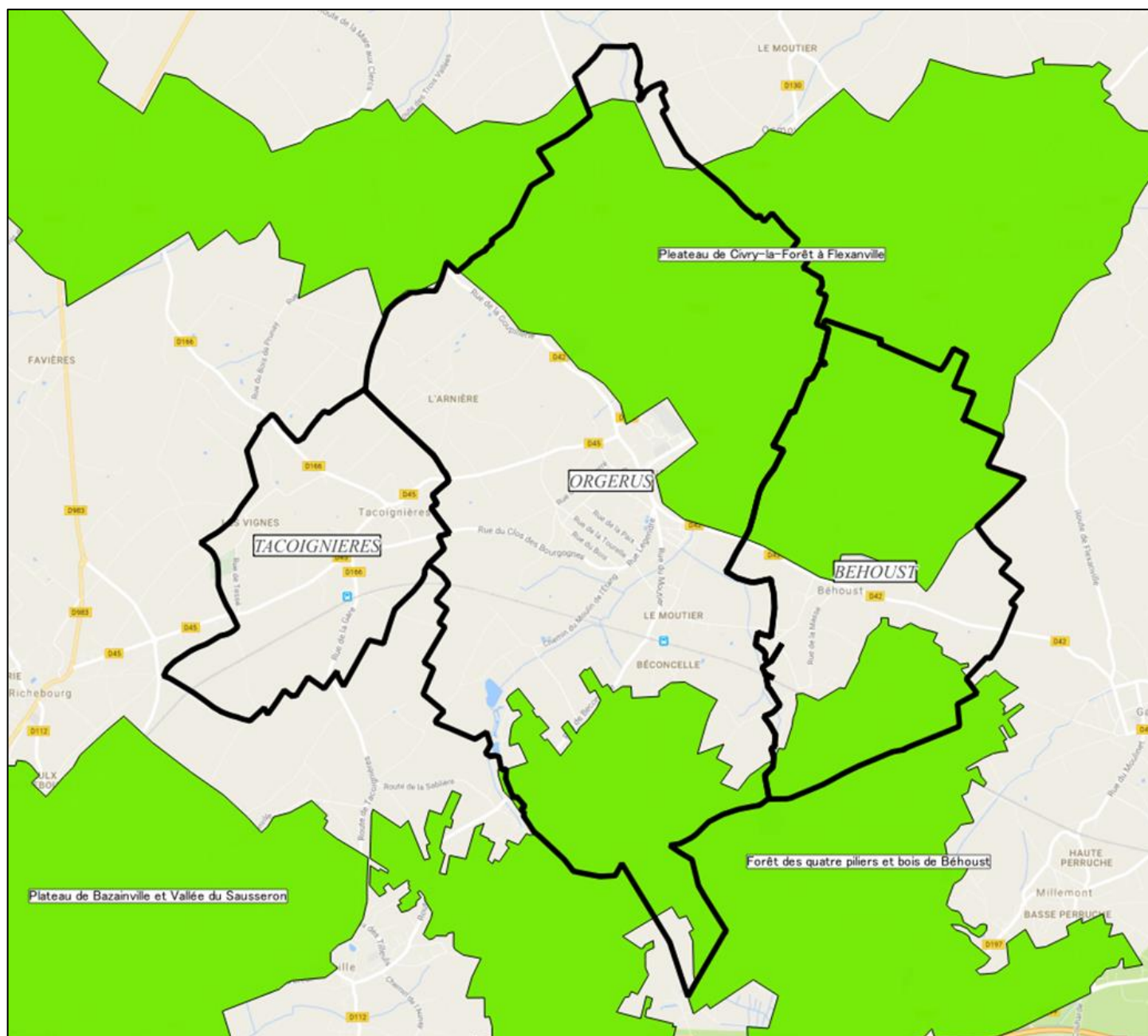
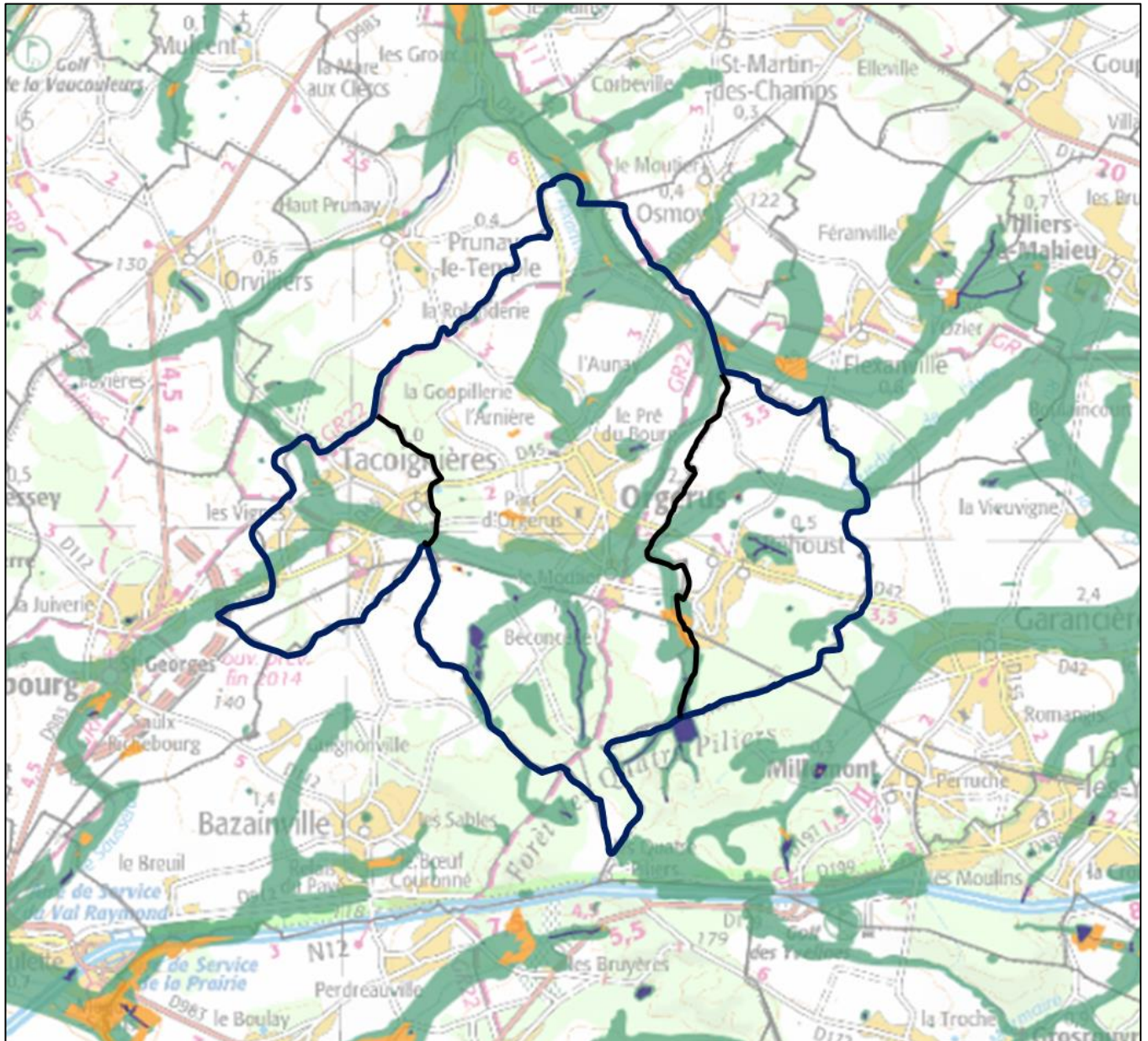


Figure 3 : Carte des ZNIEFF de type II

- **Zone humide ?**

La carte ci-dessous montre les zones humides ou les zones potentiellement humides de la DRIEE.



Enveloppes d'alertes :

- Classe 1
- Classe 2
- Classe 3
- Classe 5

Figure 4 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)

Le tableau ci-dessous montre le type d'informations connues relatif à chaque enveloppe d'alerte. La classe 4 n'a pas été représentée.

Classe	Type d'information
Classe 1	Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié
Classe 2	Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none"> - zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) - zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté
Classe 3	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.
Classe 4	Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide.
Classe 5	Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides
Total	

Tableau 2 : Description des différentes classes d'enveloppe d'alerte

- **Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence :
 - de réservoirs de biodiversité
 - de corridors fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité
 - de corridors fonctionnels au sein des réservoirs de biodiversité
 - de corridors fonctionnels des prairies, friches et dépendances vertes
 - de corridors à fonctionnalité réduite des prairies, friches et dépendances vertes
 - de corridors des milieux calcaires à fonctionnalité réduite
 - de corridors et continuum de la sous-trame bleue
 - d'un secteur riche en mare et mouillères recoupés par des infrastructures de transport

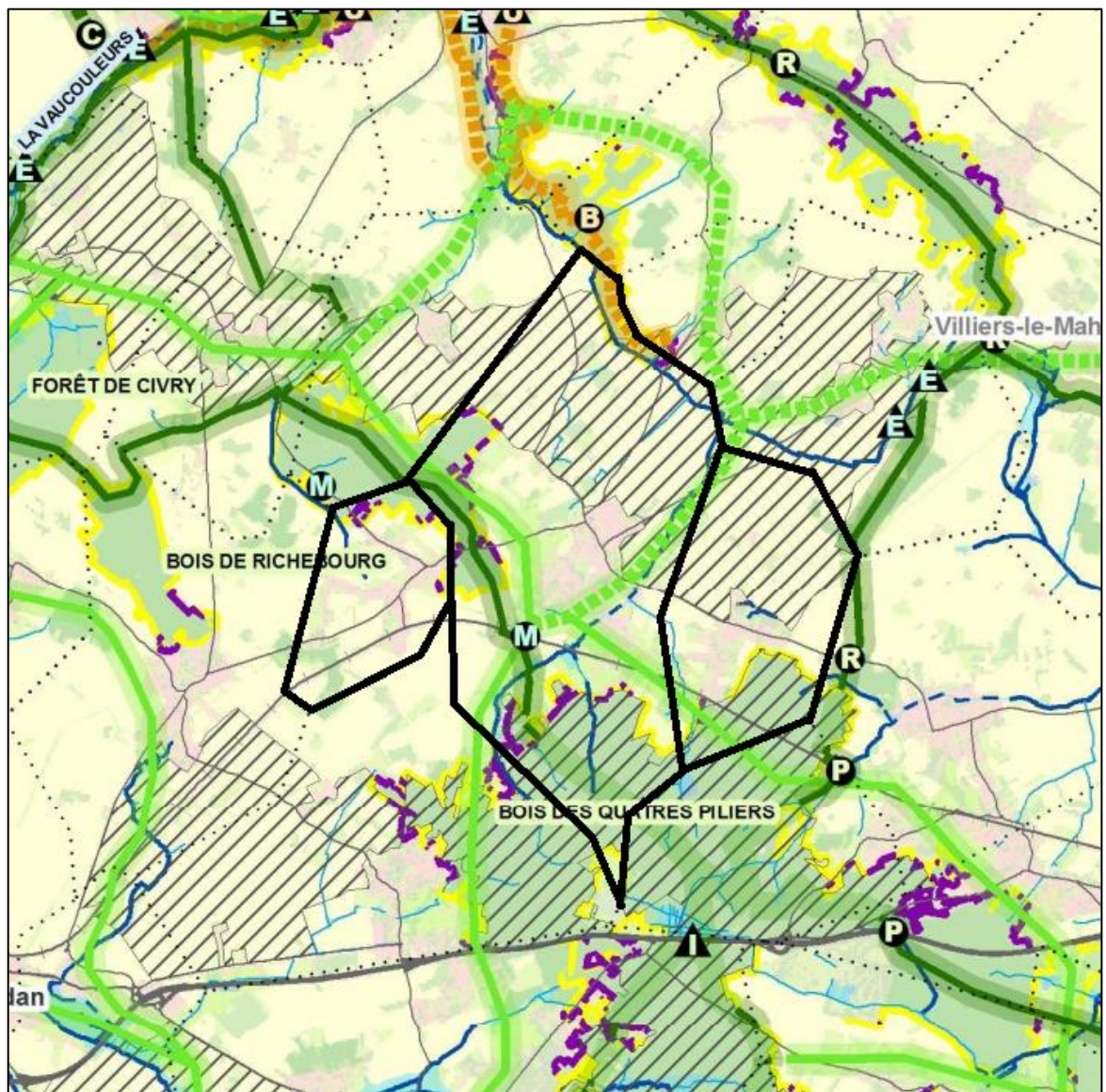


Figure 5 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

Le tableau ci-dessous montre la légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France.

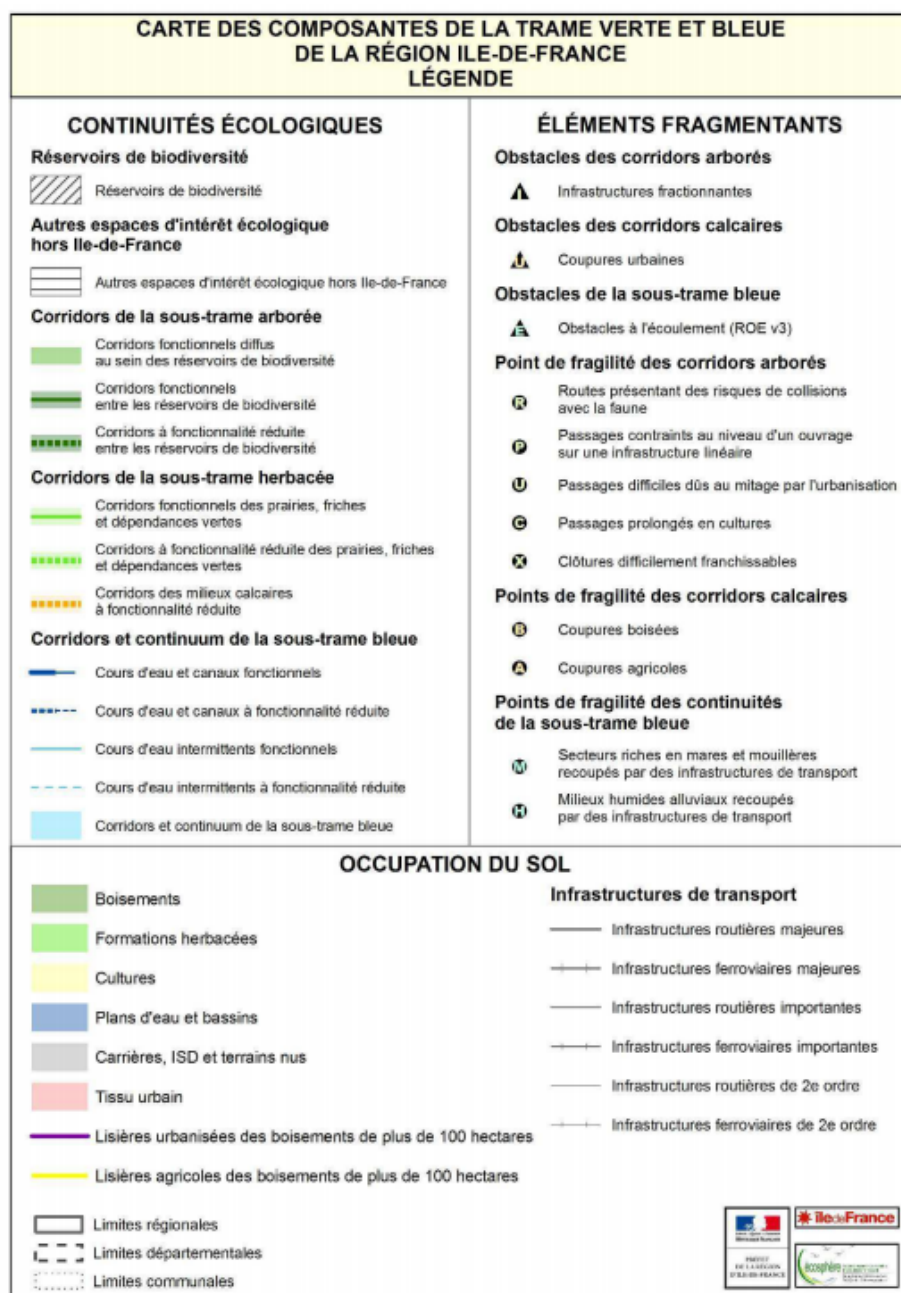


Tableau 3 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France

- **Présence connue d'espèces protégées ?** Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur les communes du SIARO. Ces espèces sont listées ci-après :

Béhoust

VU

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2003	➤
<i>Monotropa hypopitys</i> L., 1753	Monotrope sucepin	2012	➤
<i>Monotropa hypopitys</i> subsp. <i>hypopitys</i> L., 1753	Monotrope Sucepin	2012	➤
<i>Radiola linoides</i> Roth, 1788	Radiole faux-lin, Radiole, Faux lin	2013	➤

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)

Annexe V

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Leucobryum glaucum</i> (Hedw.) Ångstr., 1845	Coussinet des bois	2013	➤

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2013	➤
<i>Neottia nidus-avis</i> (L.) Rich., 1817	Néottie nid d'oiseau, Herbe aux vers	2013	➤

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2013	➤
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2008	➤
<i>Leucobryum glaucum</i> (Hedw.) Ångstr., 1845	Coussinet des bois	2013	➤
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2003	➤
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2003	➤

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lobelia urens</i> L., 1753	Lobélie brûlante	2013	➤

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Catégorie 1-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lobelia urens</i> L., 1753	Lobélie brûlante	2013	➤
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2003	➤
<i>Monotropa hypopitys</i> L., 1753	Monotrope sucepin	2012	➤
<i>Monotropa hypopitys</i> subsp. <i>hypopitys</i> L., 1753	Monotrope Sucepin	2012	➤

Orgerus

Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France

EN



Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Oenanthe fistulosa</i> L., 1753	Oenanthe fistuleuse	2013	

VU

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Fumaria muralis</i> Sond. ex W.D.J.Koch, 1845	Fumeterre des murs	2014	
<i>Lathyrus nissolia</i> L., 1753	Gesse sans vrille, Gesse de Nissole	2010	
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2016	
<i>Monotropa hypopitys</i> L., 1753	Monotrope sucepin	2012	
<i>Monotropa hypopitys</i> subsp. <i>hypopitys</i> L., 1753	Monotrope Sucepin	2012	
<i>Radiola linoides</i> Roth, 1788	Radiole faux-lin, Radiole, Faux lin	2008	
<i>Sedum cepaea</i> L., 1753	Orpin pourpier, Orpin paniculé	2003	






Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2016	
<i>Epipactis helleborine</i> subsp. <i>helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Elléborine à larges feuilles	2016	
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2003	

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2016	
<i>Hyacinthoides non-scripta</i> (L.) Chouard ex Rothm., 1944	Jacinthe sauvage, Jacinthe des bois, Scille penchée	2016	
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2016	
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2008	
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2008	

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1


Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lobelia urens</i> L., 1753	Lobélie brûlante	2016	
<i>Sison amomum</i> L., 1753	Sison, Sison amome, Sison aromatique	2003	
<i>Utricularia australis</i> R.Br., 1810	Utriculaire citrine, Utriculaire élevée, Grande utriculaire	2013	
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	2008	
<i>Zannichellia palustris</i> subsp. <i>palustris</i> L., 1753	Alguette	2008	

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Catégorie 1-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Lobelia urens</i> L., 1753	Lobélie brûlante	2016	
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2016	
<i>Monotropa hypopitys</i> L., 1753	Monotrope sucepin	2012	
<i>Monotropa hypopitys</i> subsp. <i>hypopitys</i> L., 1753	Monotrope Sucepin	2012	
<i>Oenanthe fistulosa</i> L., 1753	Oenanthe fistuleuse	2013	
<i>Sison amomum</i> L., 1753	Sison, Sison amome, Sison aromatique	2003	
<i>Ulex minor</i> Roth, 1797	Ajonc nain, Petit ajonc, Petit Landin	2016	
<i>Utricularia australis</i> R.Br., 1810	Utriculaire citrine, Utriculaire élevée, Grande utriculaire	2013	

Catégorie 3-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Fumaria muralis</i> Sond. ex W.D.J.Koch, 1845	Fumeterre des murs	2014	
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	2008	
<i>Zannichellia palustris</i> subsp. <i>palustris</i> L., 1753	Alguette	2008	

Tacoignières

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)

Annexe V

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2003	

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2008	

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2008	
<i>Dianthus armeria</i> L., 1753	Oeillet velu, Armoirie, Oeillet à bouquet	2008	
<i>Dianthus armeria</i> subsp. <i>armeria</i> L., 1753	Oeillet à bouquet	2008	
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2008	
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2003	
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2003	
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2003	

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Sison amomum</i> L., 1753	Sison, Sison amome, Sison aromatique	2003	

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Catégorie 1-1



Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Filipendula vulgaris</i> Moench, 1794	Filipendule vulgaire, Spirée filipendule	2014	
<i>Sison amomum</i> L., 1753	Sison, Sison amome, Sison aromatique	2003	

Figure 6 : Liste des espèces protégées
(Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

- Autres ? N.C.

15) Quel est le niveau de qualité⁴ des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?

Pas de données disponibles sur www.eaufrance.fr ou www.lesagencesdeleau.fr.

Des données ont pu être collectées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Le délégataire de la gestion du service de l'assainissement, dans le

⁴ L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>

cadre de son programme de surveillance, réalise des mesures de qualité de l'eau sur le ru du Moulin de l'Etang en amont et en aval du rejet de la STEP. Les résultats ont été regroupés dans le tableau suivant, les couleurs indiquant la qualité selon le SDAGE et le Guide technique relatif à l'évaluation de l'état des eaux de surface continentales du Ministère de l'Environnement (mis à jour en mars 2016) :

		Amont			Aval		
	Prélèvement	02/05/2016	20/09/2016	18/11/2016	02/05/2016	20/09/2016	18/11/2016
	Analyse	03/05/2016	21/09/2016	19/11/2016	03/05/2016	21/09/2016	19/11/2016
Paramètre	Unité						
DBO5	mgO2/l	<3	<3	<3	<3	<3	<3
DCO	mgO2/l	25	47	20	23	18	19
MES	mg/l	20	19	7.4	26	23	3.4
NH4	mgN-NH4/l	<1	<1	<1	<1	<1	<1
NO2	mgN/l	0.1	0.6	0.2	0.2	0.2	0.1
NO3	mgN/l	11.0	3.0	6.3	7.1	1.8	3.4
NTK	mgN/l	<1.0	1.5	<1.0	1.2	1.7	1.2
PO4	mgPO4/l	<0.50	4.2	0.5	0.71	5.2	1.1
Ptot	mgP/l	<0.16	1.6	0.2	0.3	1.8	0.4

Légende :

Etat écologique		Etat chimique	
NC	Non Communiqué (Absence de données)		Absence de données
	Très bon état		informations insuffisantes pour attribuer l'état
	Bon état		Bon état
	Etat moyen		Mauvais état
	Etat médiocre	Indice	Indice de confiance (Faible, Moyen, Elevé)
	Mauvais état		
	Données manquantes dans l'agrégation	n.a.	non analysé
	Paramètre Nitrate en état moins que bon	d.p.	données partielles
A	Assouplissement appliqué		

Tableau 4 : Qualité de l'eau du ru du Moulin de l'Etang

16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

La surface urbanisée n'augmentera pas de façon significative à l'horizon du PLU, les orientations privilégiant la densification des zones bâties.

17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Une étude de zonage d'assainissement eaux usées et eaux pluviales a été réalisée par le cabinet Buffet en 2007. Les Conseils Municipaux des communes ont opté par délibération (23 décembre 2006 pour Orgerus, 20 mars 2007 pour Béhoust, 15 janvier 2007 pour Tacoignières) pour les zonages définis lors de cette étude. Toutefois ce dernier n'a pas fait l'objet d'une enquête publique et sont donc à ce jour non opposables. L'étude comprend des cartes d'aptitude des sols à l'infiltration (**annexe**)

L'étude de schéma directeur d'assainissement en cours de finalisation comprenait des sondages dont les résultats ont été intégrés au présent rapport en **annexe**.

2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

a) Caractéristiques du zonage et contexte

- 1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Sans objet.

- 2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Le SDA du SIARO est en cours et sera finalisé au cours du second semestre 2018.

- Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ?

Sans objet.

- 3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

Les contrôles des systèmes d'assainissement non collectifs sont en cours de réalisations par la CCPH pour les communes d'Orgerus et de Tacoignières, et par le SIARO pour la commune de Béhoust.

- Les non conformités ont-elles été levées ?

Partiellement.

- Sont-elles en cours ? Oui.

- 4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

- 5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Non.

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ? Sans objet

6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 07 mars 2012 et fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) les eaux usées traitées sont prioritairement infiltrées à la parcelle, quand la perméabilité du sol est comprise entre 30 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas cette condition, les eaux usées traitées seront drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

D'après les données collectées au cours de l'étude de SDA en cours de finalisation, la STEP traitant les effluents générés par le territoire d'étude fonctionne à environ **39% de sa capacité épuratoire** et à environ **78% de sa capacité hydraulique**.

Par temps sec ? Non.

Par temps de pluie ? Au cours de la campagne de mesures de débits réalisée dans le cadre de l'étude de SDA, aucun déversement n'a été observé au niveau du déversoir en tête de station pour des pluies d'une période de retour allant jusqu'à la mensuelle.

De façon saisonnière ? Non.

8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?

Le gestionnaire du réseau (SIARO) est en cours de réflexion sur les mesures à mettre en œuvre.

9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

La réduction des apports en eaux claires parasites permanentes et en eaux claires météoriques permettront de diminuer la consommation énergétique au niveau des postes de relèvement du réseau syndical et des équipements de la station d'épuration.

Le nettoyage des diffuseurs du bassin d'aération permettront également de diminuer la consommation d'énergie au niveau de la station d'épuration.

Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? Sans objet.

Autres ? Sans objet.

2.2.2 Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

a) Caractéristiques du zonage et contexte

1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :

Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? Oui (voir question n°3 ci-dessous)

De ruissellement ? Non

De maîtrise de débit ? Non

D'imperméabilisation des sols ? Une imperméabilisation supplémentaire des sols entraînera une augmentation de la surface active et donc des apports par temps de pluie dans les réseaux qui sont en charge pour les pluies exceptionnelles.

2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Les bassins de rétention permettent de maîtriser les débits rejetés au réseau de collecte et de limiter les risques de débordements.

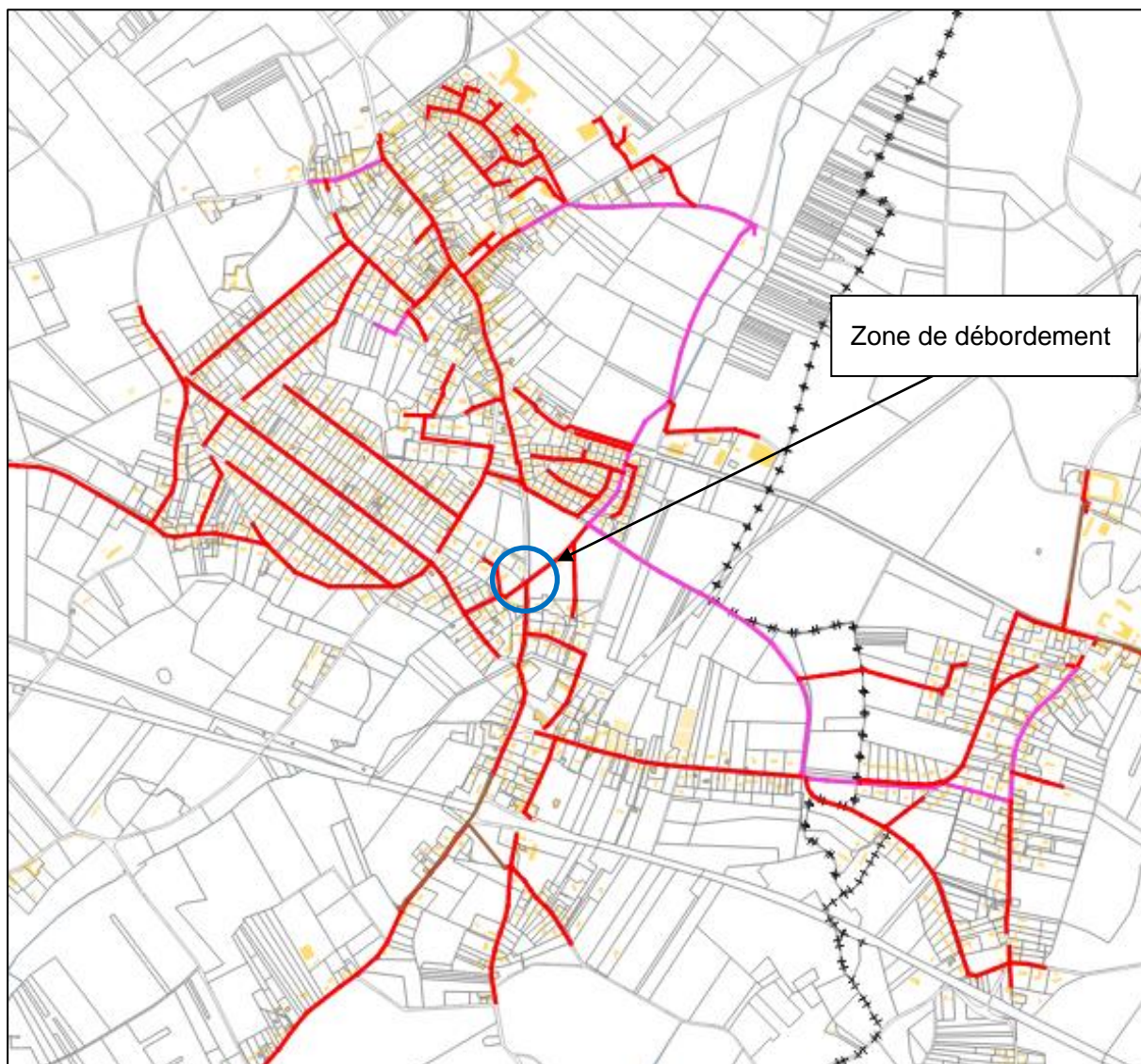
3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

La modélisation hydraulique a montré que les réseaux eaux pluviales situés dans les bourgs des communes, sont en charges pour une pluie de période de retour 10 ans, avec des tronçons en limite de débordement.

Plus particulièrement, le secteur suivant a fait l'objet de préconisations de travaux dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement :

- Réseau unitaire dans le lit du ru du Moulin de l'Etang, en amont de la rue du Moutier à Orgerus: Des débordements sont observés au niveau de la rue du Moutier, où les réseaux ont atteint leur limite de capacité. Ces débordements ont également été observés dans la réalité.

Si oui, fournir si possible une carte.



4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?

Les réseaux des bourgs des trois communes sont en charges. Ainsi une gestion à la parcelle des eaux pluviales ont été préconisée dans le cadre de la mise en place du zonage d'eaux pluviales.

Si oui, fournir si possible une carte. Cf. carte de zonage eaux pluviales en **annexe**.

5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

Si oui, lesquelles ?

La **solution immédiate** permettant d'éviter ces débordements consiste à **installer des clapets anti-retour** au niveau des raccordements sur le réseau public, puis à **sceller les tampons se trouvant en domaine privé**. Cette solution permet toutefois d'éviter uniquement les débordements en domaine privé, mais risque de créer des mises en charges sur les réseaux amont. Il s'agit simplement d'une solution curative.

Afin de pouvoir **remédier** à ce problème de débordement, il est nécessaire de **supprimer les surfaces actives raccordé à tort sur cette canalisation**. La surface active en amont représente $3\,900 \text{ (BA2)} + 6\,800 \text{ (BA3)} + 6\,100 \text{ (BA5)} = 16\,800 \text{ m}^2$ (cf. rapport de phase 2). A noter que les réseaux en amont sont séparatifs, et que **si seules les eaux usées y sont rejetées, leurs la dimension des canalisations sont théoriquement suffisantes** pour les évacuer.

Cependant, considérant les **difficultés pour les collectivités à mettre en conformité les branchements d'assainissement**, une **solution réalisable à moyen terme** consiste à **augmenter le diamètre de la canalisation en aval** (installer un DN250 à la place d'un DN200 actuellement en place) en même temps que le remplacement des tronçons préconisé à l'issue des inspections télévisées. Celui-ci permettra d'augmenter son débit capable et d'éviter les débordements en terrain privé.

6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Le réseau syndical dispose de 3 bassins de rétention des eaux pluviales sans trop plein et non télésurveillés.

7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Cf. §2.2.2 3).

9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Les tableaux ci-dessous indiquent les arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur les communes du SIARO.

Orgerus :

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF19990202	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF20160462	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF19910032	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991
78PREF19940011	01/01/1991	30/06/1993	27/05/1994	10/06/1994

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF19970008	01/07/1993	31/12/1996	12/05/1997	25/05/1997
78PREF19980076	01/01/1997	31/07/1998	29/12/1998	13/01/1999
78PREF20100020	01/07/2009	30/09/2009	13/12/2010	13/01/2011
78PREF20130178	27/06/2011	30/06/2011	20/02/2013	24/02/2013

Béhoust :

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF19990041	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Tacoignières

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
78PREF19990255	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?

Voir 9).

11) Votre territoire fait-il parti :

D'un SAGE en déficit d'eau ?

D'après le diagnostic initial réalisé dans le cadre de la révision du SAGE de la Mauldre (une partie de la commune de Béhoust fait parti du SAGE de la Mauldre) :

Concernant les eaux superficielles :

« Le bassin versant de la Mauldre n'est pas considéré comme un bassin déficitaire du point de vue quantitatif. [...] Sur les prélèvements liés aux différents usages, le bassin versant connaît une pression relativement faible, pourtant les prélèvements peuvent se montrer impactants de façon localisée. Il existe de plus un certain nombre de pompages privés qui ne sont pas comptabilisés. »

Concernant les eaux souterraines :

« Sur le bassin, les prélèvements sont principalement souterrains et destinés à l'alimentation en eau potable. Toutefois, de même que pour les eaux superficielles, les prélèvements qui ne sont ni soumis à redevance, ni à déclaration sont mal connus. Concernant l'alimentation en eau potable, la Mauldre, bien qu'exportateur, constitue un bassin relativement dépendant de l'extérieur. »

D'une zone de répartition des eaux ?

Le territoire du SIARO est inclus dans la zone de répartition des eaux de l'Albien (Code SANDRE 03001).

2.2.3 Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

a) Caractéristiques du zone et contexte

1) Votre commune dispose t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?

Les trois communes du SIARO disposent de réseaux d'eaux pluviales couvrant les bourgs des communes. (cf. **annexe** pour le plan des réseaux)

2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?

Non.

Des prescriptions ont-elles été proposées ?

Sans objet.

Si oui, lesquelles ?

Sans objet.

3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Non

Si oui, lesquels et pour quel objectif ? Sans objet

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ? Sans objet.

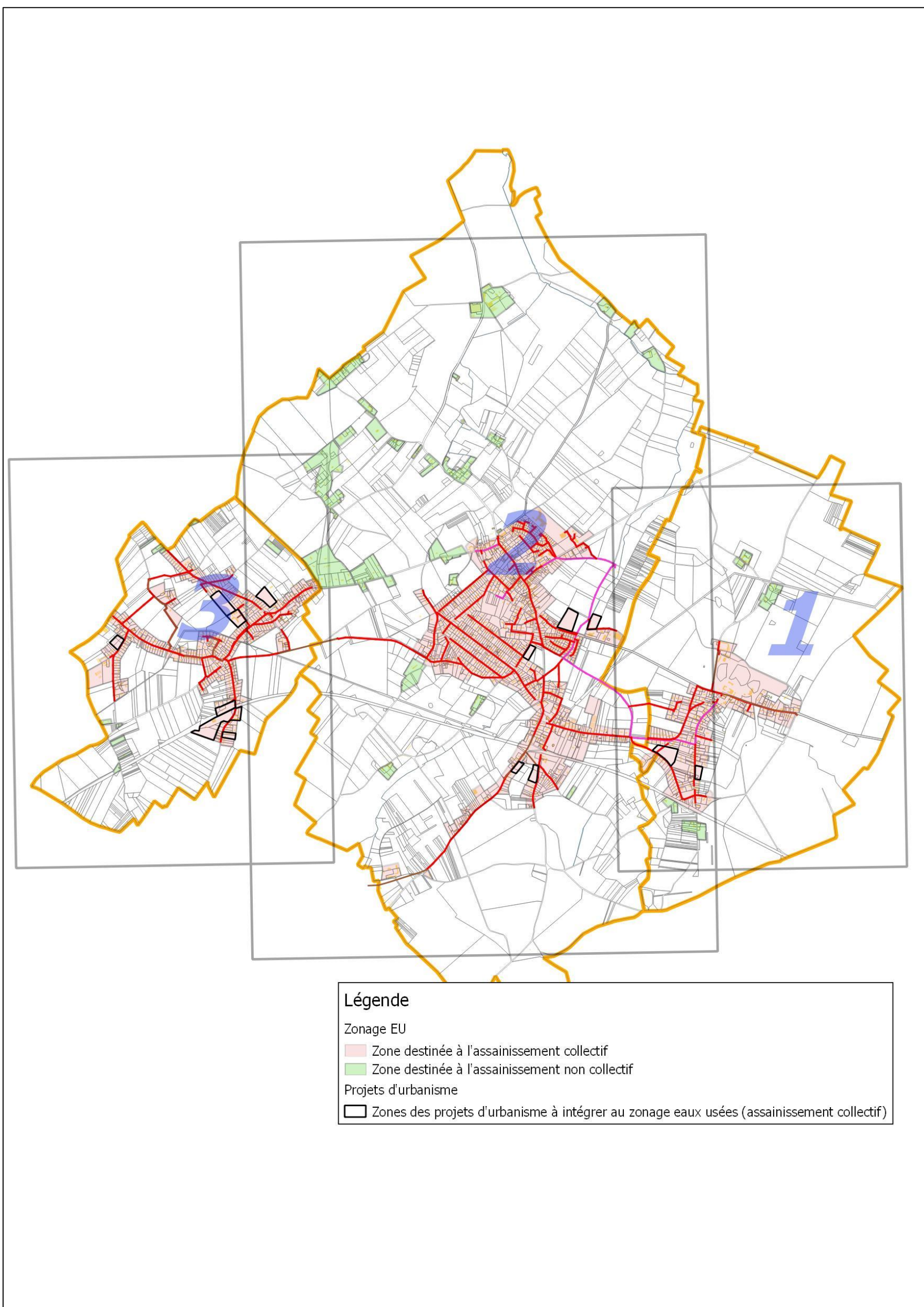
2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)

5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

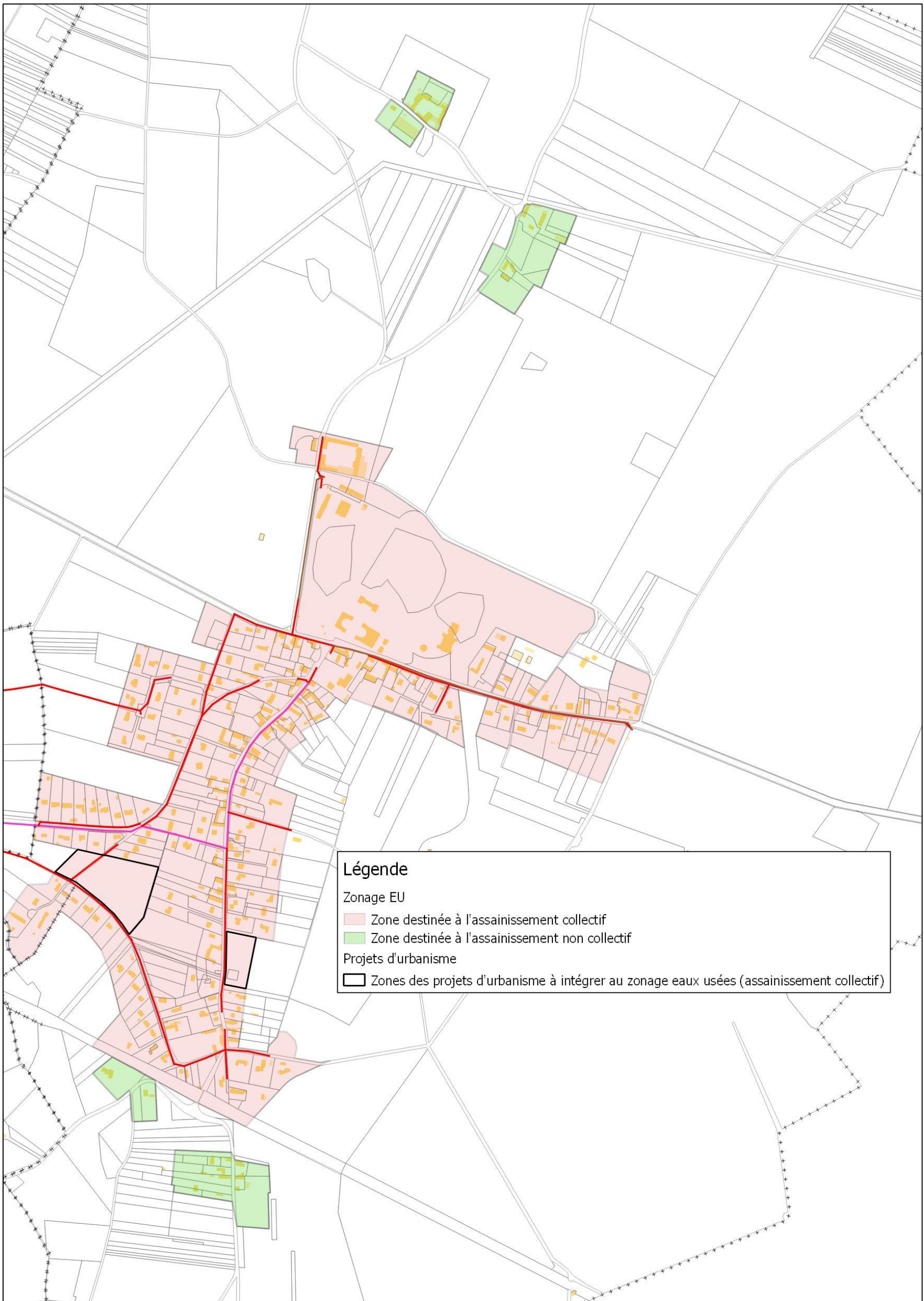
ANNEXES

ANNEXE 1

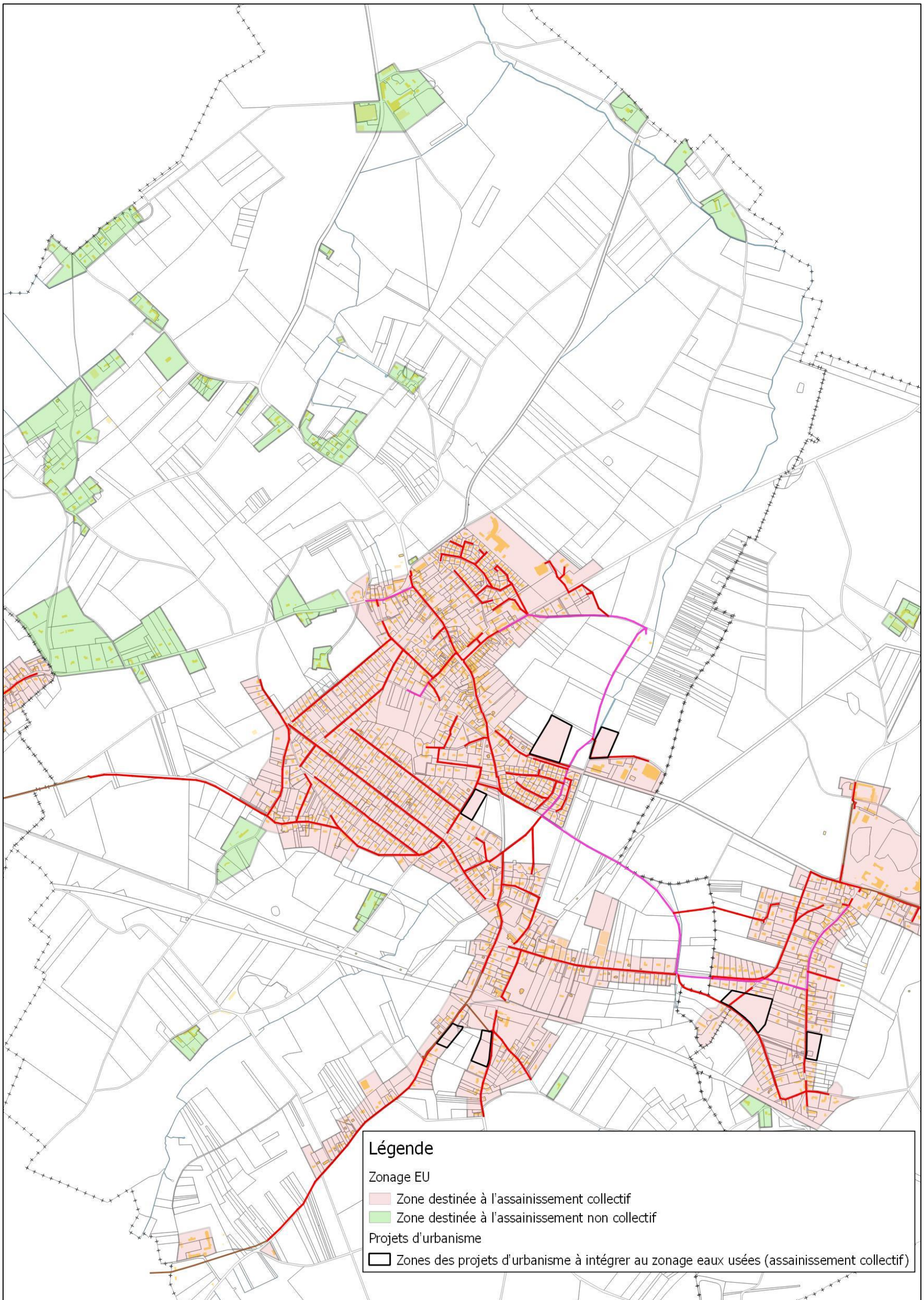
CARTE DES ZONAGES D'EAUX USEES ET D'EAUX PLUVIALES



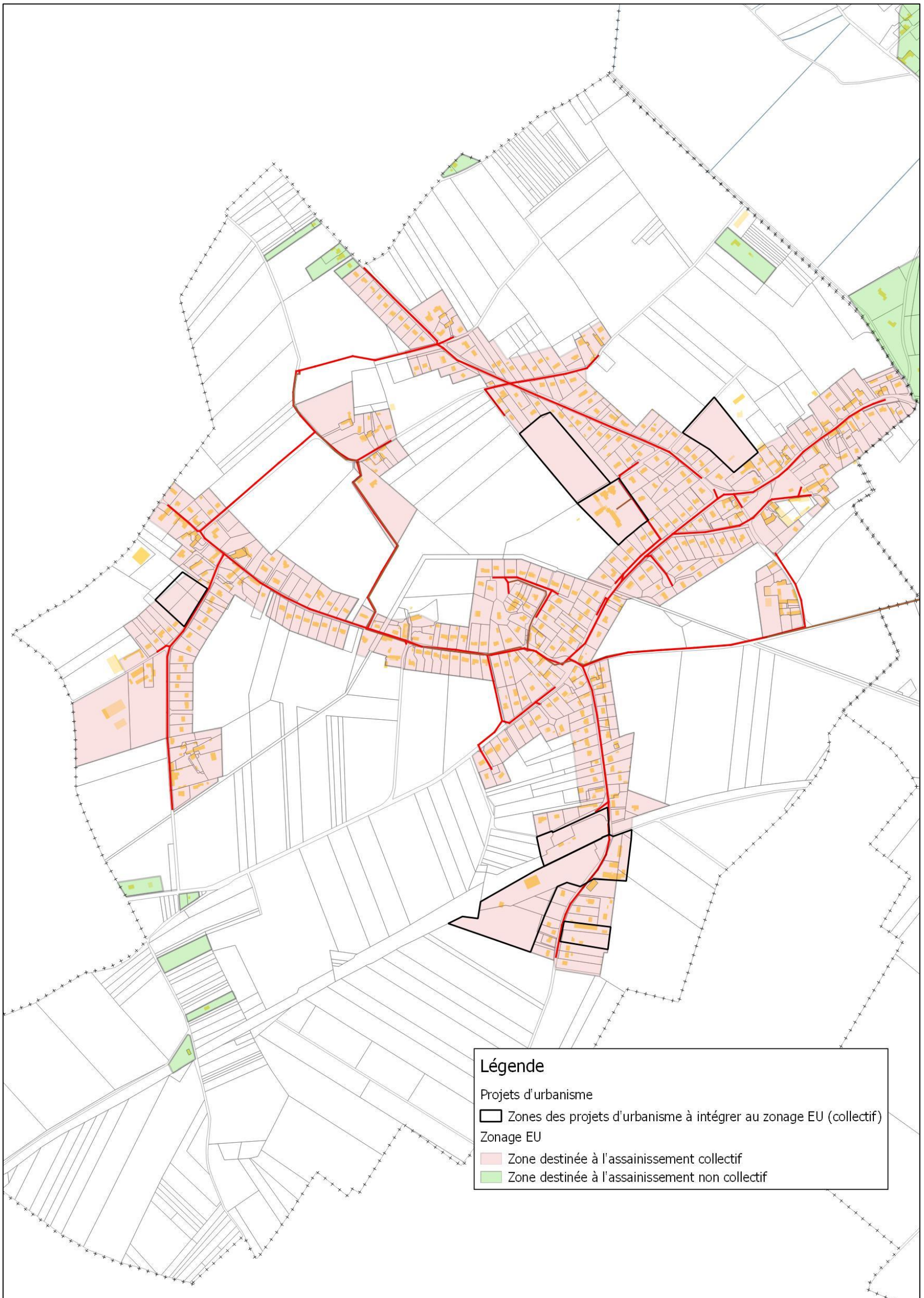
Proposition de zonage eaux usées (syndicat)



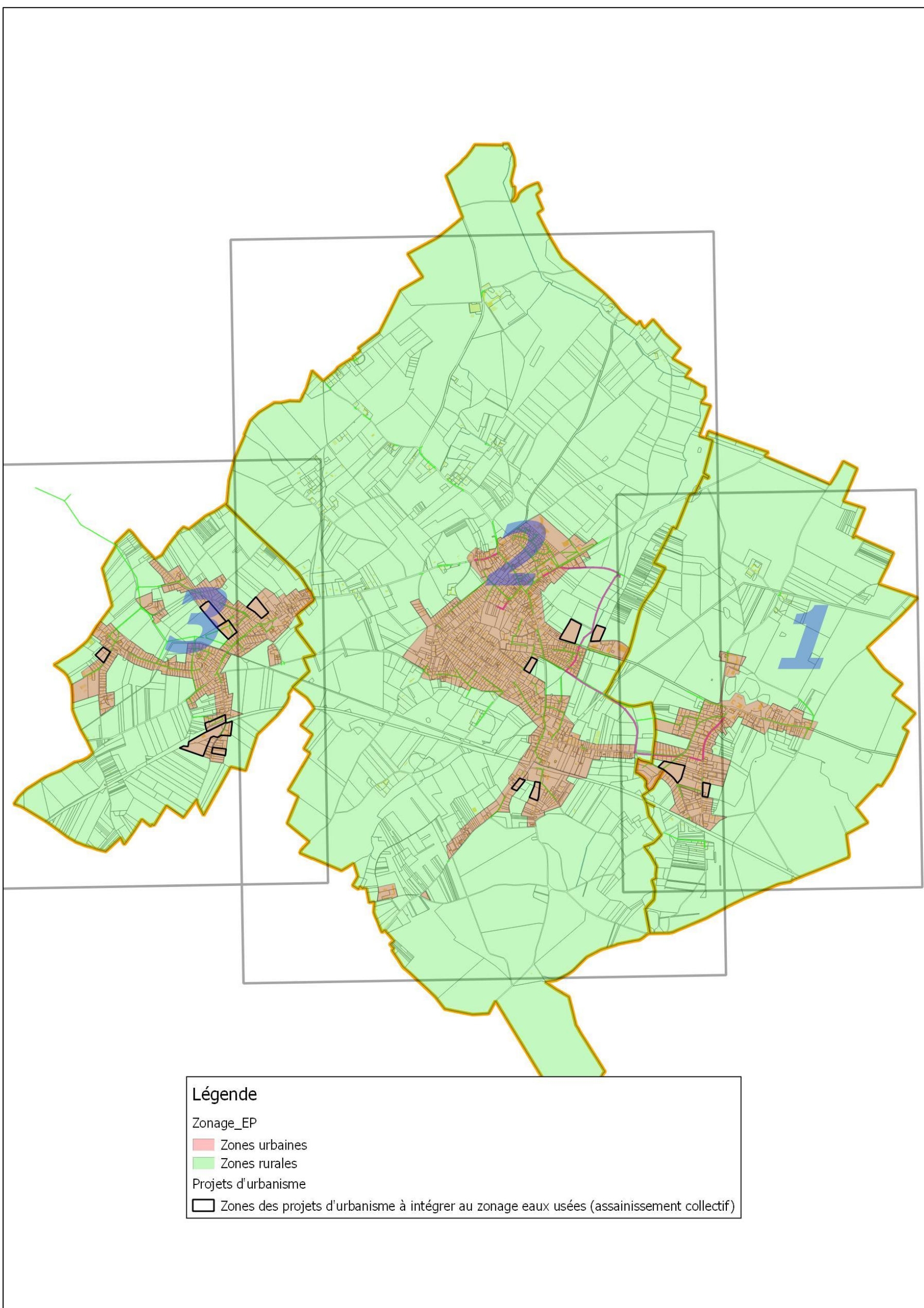
Proposition de zonage eaux usées (Béhoust)



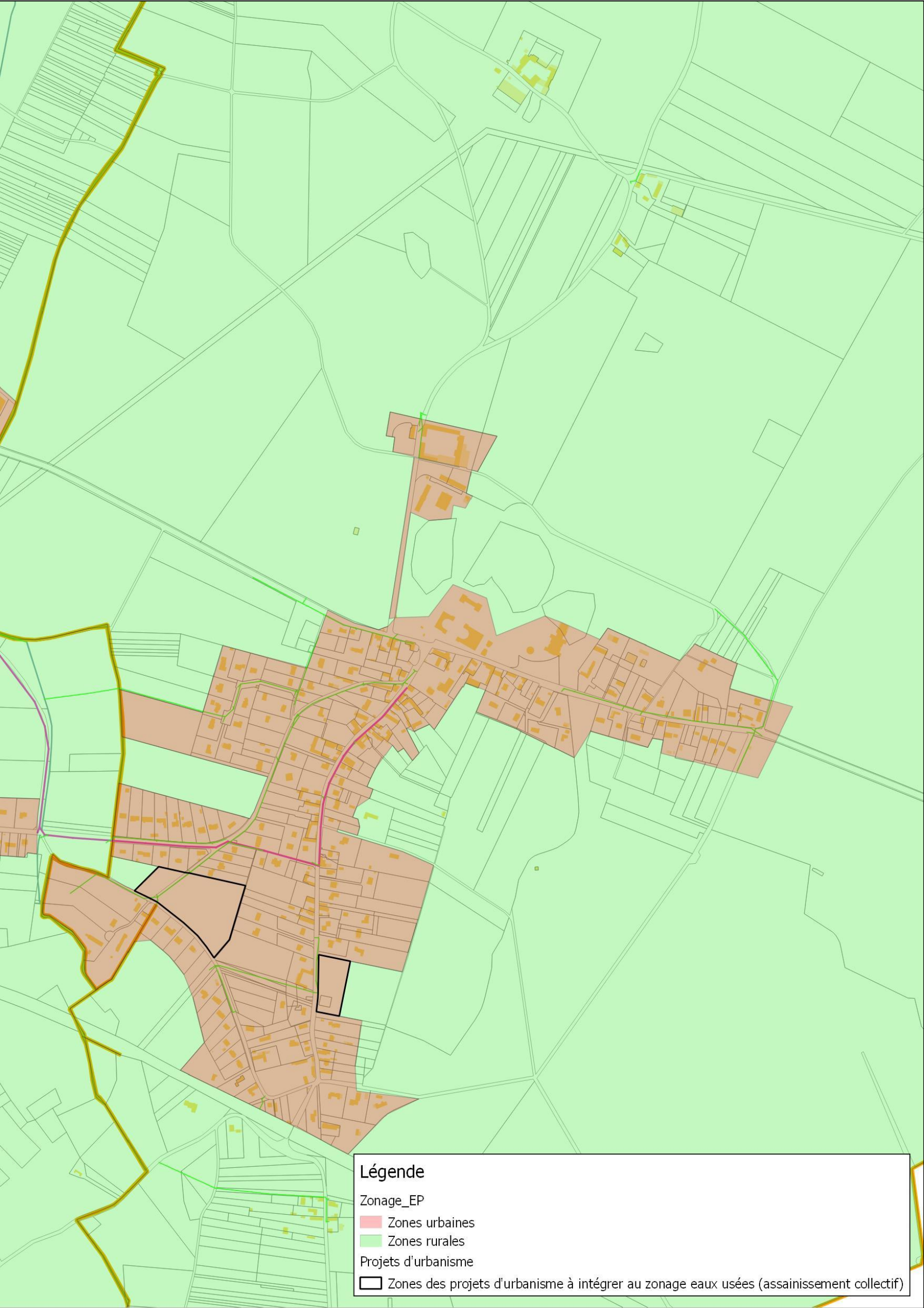
Proposition de zonage eaux usées (Orgerus)



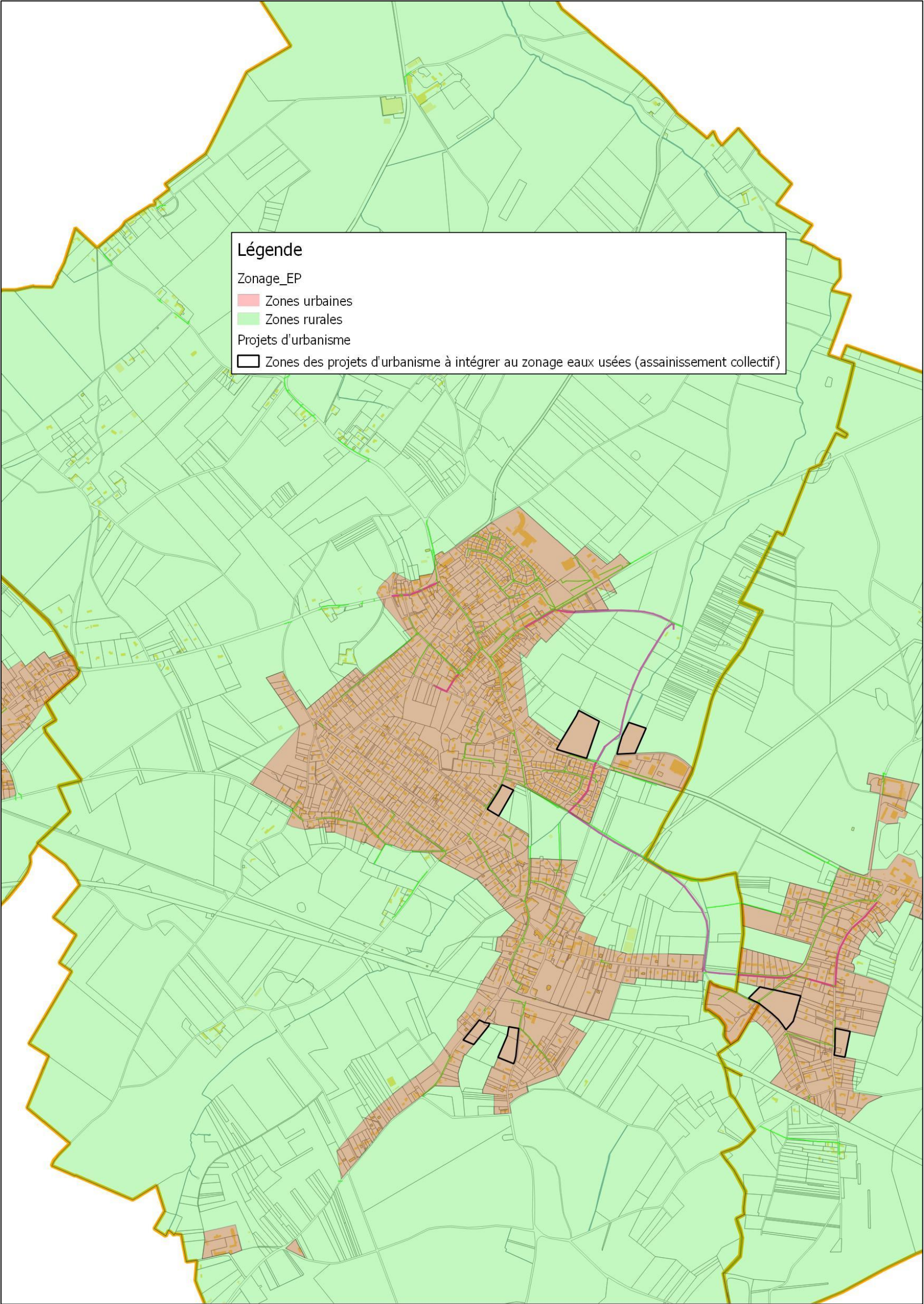
Proposition de zonage eaux usées (Tacoignières)



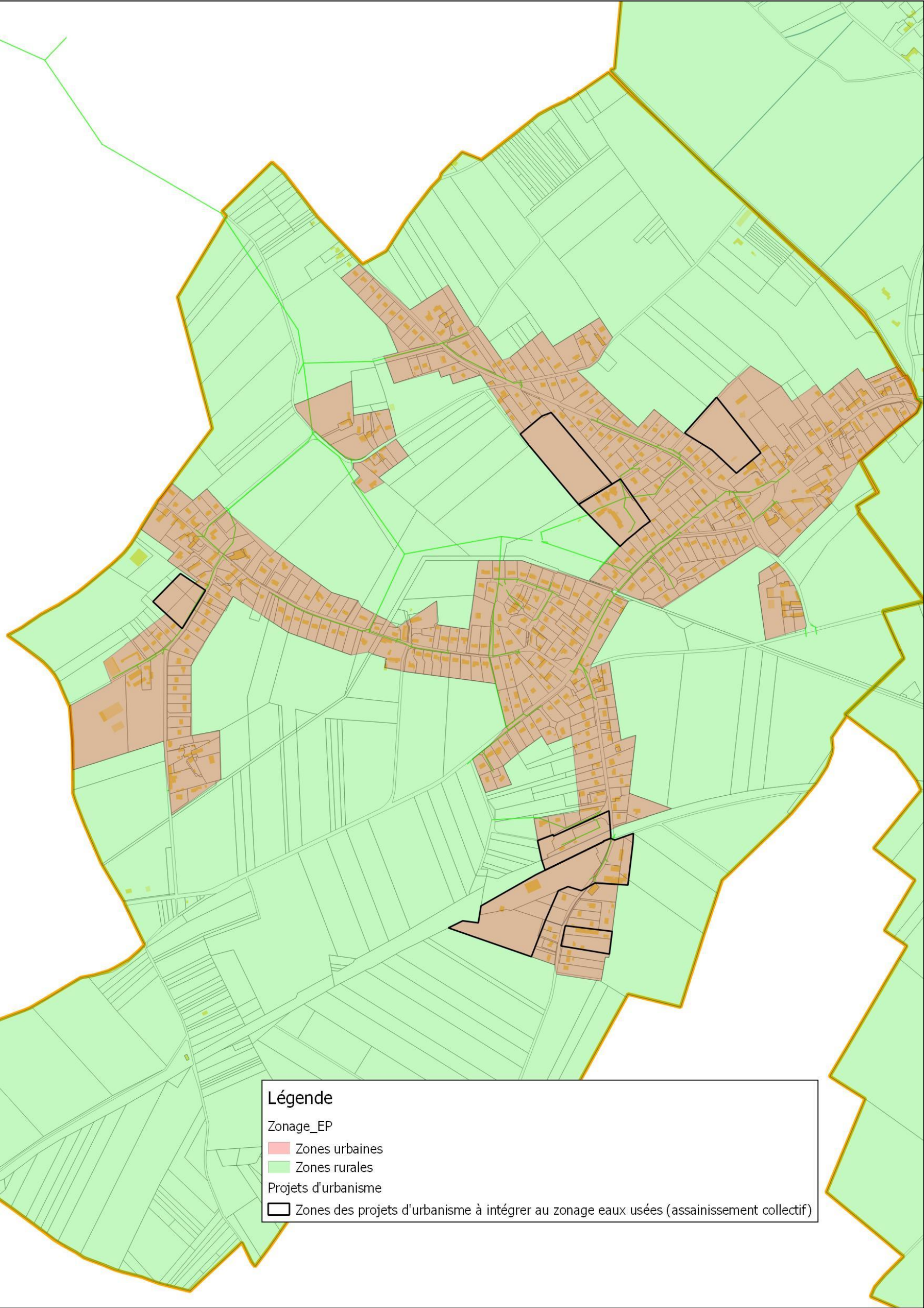
Proposition de zonage eaux pluviales (syndicat)



Proposition de zonage eaux pluviales (Béhoust)



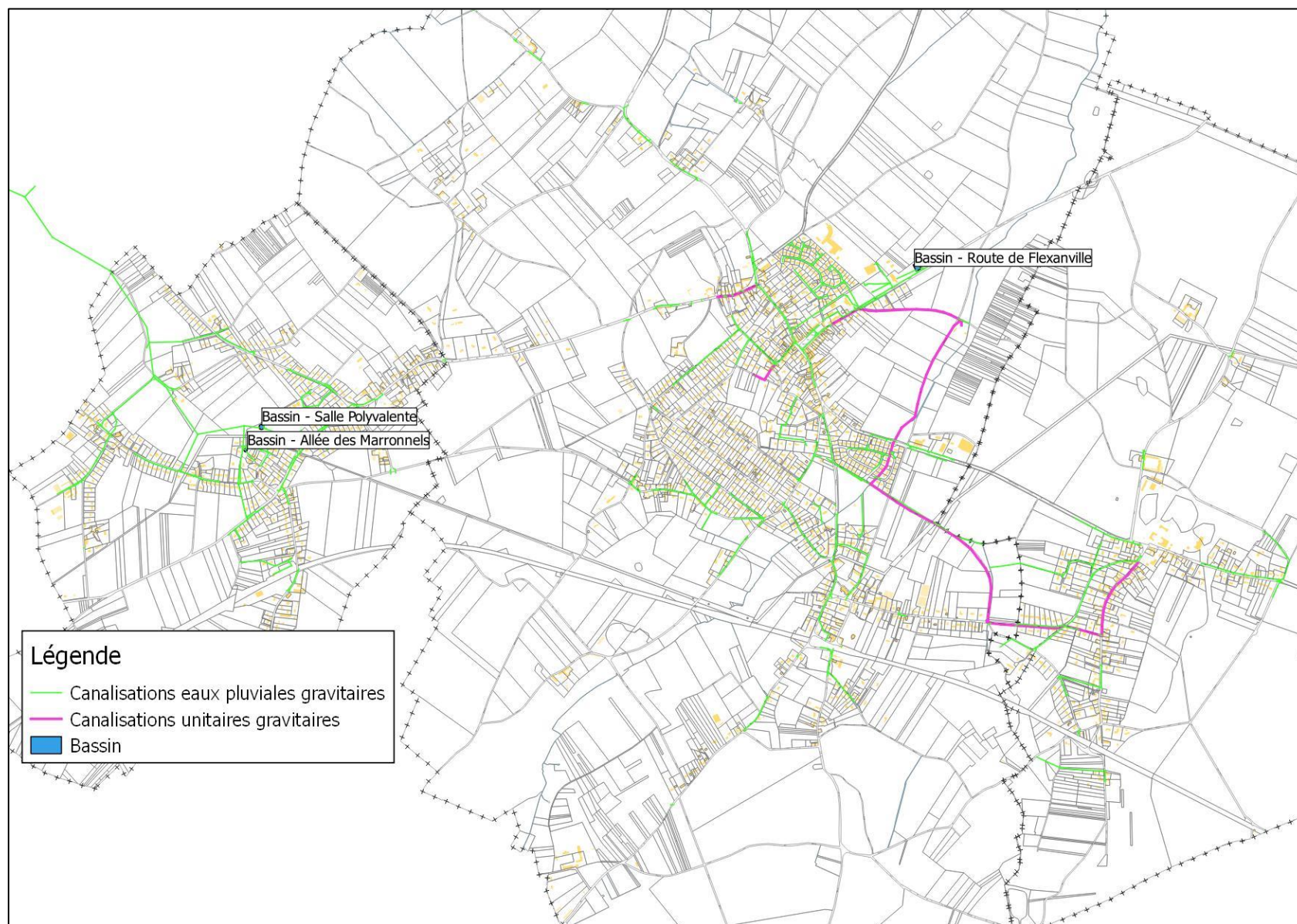
Proposition de zonage eaux pluviales (Orgerus)



Proposition de zonage eaux pluviales (Tacoignières)

ANNEXE 2 :

CARTE DE LOCALISATION DES BASSINS D'EAUX PLUVIALES



Carte de localisation des bassins d'eaux pluviales

ANNEXE 3

CARTES DE L'APTITUDE DES SOLS A L'INFILTRATION ET DES SONDAGES

